



**l'Assurance
Maladie**

Ain

**CPAM de l'Ain
Services Généraux
1 place de la Grenouillère
01015 - BOURG EN BRESSE CEDEX
serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr**

Marché de services

Marché S2-2025

Nettoyage des locaux et de la vitrerie des différents sites de la CPAM de l'Ain










Appel d'offres ouvert

En application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)*

***Ce document est commun à tous les lots**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché de services.</p> <p><u>Objet</u> : Nettoyage des locaux et de la vitrerie des différents sites de la CPAM de l'Ain.</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CPAM de l'Ain, représentée par Madame Anne Laurens, Directrice Générale</p> <p>Services Généraux / Service achats, ressources immobilières et logistiques</p> <p>1 place de la Grenouillère</p> <p>01015 - BOURG EN BRESSE CEDEX</p> <p>serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr</p>
	<p>Le marché inclut dans le cadre de sa notation une considération environnementale en prenant en compte la démarche du candidat en terme de développement durable.</p>
	<p>Le marché est passé en appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché : CCAG Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021.</p>
	<p>Lieux des prestations :</p> <p>CPAM de l'Ain - Siège - 1 Place de la Grenouillère, 01015 Bourg-en-Bresse</p> <p>CPAM de l'Ain - Service social, 10 Place de la Grenouillère, 01000 Bourg-en-Bresse</p> <p>CPAM d'Ambérieu-en-Bugey, 46 Rue Aristide Briand, 01500 Ambérieu-en-Bugey</p> <p>CPAM de Belley, 22 Boulevard du Mail, 01300 Belley</p> <p>CPAM de Jassans-Riottier, Rue de Beaurivage, 01480 Jassans-Riottier</p> <p>CPAM de Saint-maurice-de-Beynost, 14 Rue Honoré de Balzac, 01700 Saint-Maurice-de-Beynost</p> <p>CPAM de Bellegarde-sur-Valserine, 8 Rue Zéphirin Jeantet, 01200 Bellegarde-sur-Valserine</p> <p>CPAM d'Oyonnax, 188 Rue Anatole France, 01100 Oyonnax</p> <p><u>La visite préalable des sites est obligatoire. Il conviendra de se référer au Règlement de Consultation (R.C), afin de connaître les dates et heures des visites.</u></p>
	<p>Le marché est divisé en 8 lots :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1 : Agence de Bourg-en-Bresse (Siège et Service social) -Lot 2 : Agence d'Oyonnax -Lot 3 : Agence de Bellegarde -Lot 4 : Agence de Belley -Lot 5 : Agence de Jassans-Riottier -Lot 6 : Agence de Saint-Maurice-de-Beynost -Lot 7 : Agence d'Ambérieu-en-Bugey
	<p>Le présent marché est conclu pour une période initiale, allant de sa date d'effet le 01 mars 2026 jusqu'au 01 mars 2027.</p> <p>Puis, il pourra être reconduit tacitement trois fois maximum par périodes successives d'un an, soit jusqu'au 01 mars 2030.</p>
	<p>Pour tous les lots, le prix est forfaitaire.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour tous les lots au sein du présent document.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
ARTICLE 1. L'ACHETEUR.....	6
1.1. REPRESENTANT :	6
1.2. CONTACT :	6
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
2.1. TERMINOLOGIE:	6
2.2. OBJET:.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT:	6
ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 5. INTERVENANTS	7
5.1 REPRESENTANTS ET ÉQUIPE DU TITULAIRE :	7
5.2 SOUS-TRAITANCE.....	8
5.3 GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	9
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	10
ARTICLE 6. PRIX DES PRESTATIONS	10
6.1 CONTENU DU PRIX	10
6.2 RÉVISION DES PRIX	10
ARTICLE 7. AVANCE.....	11
ARTICLE 8. DÉLAI DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE 9. FACTURATION.....	11
ARTICLE 10. CÉSSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	12
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	13
ARTICLE 11. ÉTAT DES LIEUX ET LOCAUX MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE.....	13
11.1 ÉTAT DES LIEUX.....	13
11.2 LOCAUX MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE	13
ARTICLE 12. COMPÉTENCES DU TITULAIRE	13
ARTICLE 13. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	14
13.1 DISCIPLINE	14
13.2 VÊTEMENTS DE TRAVAIL	14
13.3 MISE À DISPOSITION D'UN BADGE D'ACCÈS	14
ARTICLE 15. OBLIGATION DE CONSEIL	15
ARTICLE 16. OBLIGATION D'INFORMATION	15
ARTICLE 17. FOURNITURES – CONSOMMABLES ET OUTILLAGE	15
ARTICLE 18. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES, SÉCURITÉ ET SANTÉ	15
ARTICLE 19. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	16
ARTICLE 20. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN	16
20.1 MODIFICATIONS ÉVENTUELLES :	16
ARTICLE 21. ARTICULATION ENTRE PLUSIEURS LOTS.....	18
ARTICLE 22. DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	18
PARTIE 5. VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION – ASSURANCES ET RÉPARATION DES DOMMAGES	19
ARTICLE 23. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 24. ASSURANCES	19
ARTICLE 25. RÉPARATION DES DOMMAGES	20
PARTIE 6. CONFIDENTIALITÉ - DONNÉES PERSONNELLES – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 26. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	21

26.1	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL :	21
26.2	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ :	21
26.3	MESURES DE SÉCURITÉ :	21
ARTICLE 27. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		22
PARTIE 7. PENALITES – RESILIATION – DIFFERENDS ET LITIGES		23
ARTICLE 28. PÉNALITÉS.....		23
28.1	PENALITE POUR REPORT NON JUSTIFIE D’UNE OPERATION DE NETTOYAGE.....	23
28.2	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	23
28.4	PENALITE EN CAS DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DES ATTESTATIONS D’ASSURANCES.....	23
28.6	PENALITE EN CAS D’ABSENCE DE REAPPROVISIONNEMENT DES CONSOMMABLES SANITAIRES.....	24
28.9	PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DU PORT D’UN VETEMENT DE TRAVAIL.....	24
28.10	PENALITE EN CAS D’ABSENCE DU PRESTATAIRE	24
28.11	PENALITE EN CAS D’ABSENCE DE SIGNALISATION OU EN CAS DE NON-RESPECT DE TOUTE AUTRE MESURE LIEE A LA DISCIPLINE ET A LA SECURITE.....	24
ARTICLE 29. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION DU MARCHE		24
29.1	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE SANS RESILIATION PREALABLE :	24
29.2	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :	24
29.3	RESILIATION EN CAS D’EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE :	25
29.4	RESILIATION EN CAS DE DIFFICULTES D’EXECUTION DU MARCHE :	25
29.5	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL :	25
29.6	RESILIATION EN CAS D’IRRESPECT DE LA CLAUSE BUTOIR :	25
ARTICLE 30. LITIGES ET DIFFÉRENDS		25
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....		26
ANNEXE 1 - LIVRET DE SECURITE.....		27

PARTIE 1. PREAMBULE

➤ **Législation applicable :**

- Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services ;
- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE ;
- Le règlement (UE) 2023/2854, « Data Act », entré en application le 12 septembre 2025 ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- Le Code du Travail ;
- Le règlement (CE) 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH);
- Le règlement (UE) 2021/2045 du 23 novembre 2021 qui modifie l'annexe XIV du règlement REACH;

Cette liste est donnée à titre indicatif, elle n'est pas exhaustive.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. L'ACHETEUR

1.1. Représentant :

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'Acheteur :

Nom : Madame Anne LAURENS, Directrice Générale.

En vertu de l'article 7 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Adresse : CPAM de l'AIN, 1 place de la Grenouillère, 01015 BOURG EN BRESSE CEDEX

1.2. Contact :

Le service de contact dans le cadre du présent marché est le suivant :

Services Généraux / Service achats, ressources immobilières et logistiques

Adresse : 1 place de la Grenouillère, 01015 BOURG EN BRESSE CEDEX

E-mail : serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Terminologie:

Dans les différents documents du marché, les termes suivants désignent:

- "L'Organisme" / "L'Acheteur": La CPAM de l'Ain, pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le Titulaire;

- "Le Titulaire": L'opérateur ou les opérateurs économiques, signataire(s) de l'acte d'engagement, qui conclut/concluent le marché avec l'Acheteur. Par soucis de simplification, nous emploierons le terme précité au singulier.

- Les "prestations": Désignent les fournitures ou les services objets du marché.

2.2. Objet:

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire l'exécution des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie des différents sites de la CPAM de l'Ain. Le parc immobilier est réparti sur tout le département de l'Ain et comprend 8 sites au total.

Il s'agit d'un marché de service, alloti, passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ce marché est conclu avec obligation de résultat.

2.3. Allotissement:

Les prestations sont divisées en lots donnant lieu à des marchés distincts susceptibles d'être attribués à des Titulaires différents.

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'Acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

Les lots sont divisés comme suit:

- Lot 1 : Agence de Bourg-en-Bresse (Siège et Service social)

- Lot 2 : Agence d'Oyonnax
- Lot 3 : Agence de Bellegarde
- Lot 4 : Agence de Belley
- Lot 5 : Agence de Jassans-Riottier
- Lot 6 : Agence de Saint-maurice-de-Beynost
- Lot 7 : Agence d'Ambérieu-en-Bugey

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période initiale, allant de sa **date d'effet le 01 mars 2026 jusqu'au 01 mars 2027**. Le délai d'exécution du marché court à compter de cette date, par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS. Il pourra être **reconduit tacitement trois fois maximum** par périodes successives d'un an, soit jusqu'au 01 mars 2030.

Si l'Acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il devra prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifiera au Titulaire **au plus tard 60 jours calendaires** avant la date d'échéance du marché initial ou la date de reconduction ultérieure.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la non-reconduction du marché.

La non-reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune prestation ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021¹ ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

Aucune réserve concernant les pièces désignées ci-dessus n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les mentions incluses dans les documents contractuels.

ARTICLE 5. INTERVENANTS

5.1 Représentants et équipe du Titulaire :

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera, pour chaque lot, un interlocuteur habilité à le représenter pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché. Il sera mentionné dans l'Acte d'Engagement. Il disposera des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage à informer la CPAM de l'Ain, sans délai, de tout changement d'interlocuteur, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, seuls seront habilités à dialoguer avec le Titulaire ou ses représentants les membres des Services Généraux de la CPAM de l'Ain.

¹ Ce document est un document général que le Titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Il est attendu, pour chacun des lots, une structure managériale optimisée pour assurer à la fois l'encadrement, la coordination des équipes présentes sur site et les interfaces avec la CPAM. Cette structure devra être en adéquation avec les résultats attendus et être fidèle à celle développée dans le cadre de réponse technique remis par le Titulaire.

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 et de l'article L.1224-1 du Code du travail, le Titulaire reprend le personnel de l'entreprise Titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Dans le respect des obligations de reprise du personnel lui incombant, les effectifs mis à disposition par le Titulaire pour l'exécution des prestations figurent également dans son cadre de réponse technique. Les informations relatives au personnel à reprendre sont transmises par le Titulaire sortant. La CPAM n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

Le Titulaire remettra à la CPAM de l'Ain la liste nominative du personnel appelé à intervenir sur les différents sites 15 jours au moins avant la date de la première intervention.

Cette liste sera tenue à jour et la CPAM sera avisée de toute modification. Tout manquement à ces obligations donnera lieu à l'application de pénalités telles que prévues à l'article 28 du présent CCAP.

Le personnel d'intervention du Titulaire est notamment soumis :

- A la loi du 11 mai 1988 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité ;
- A la loi du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin en modifiant le code du travail ; au décret du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal ;
- A la loi du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure ;
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- Le Titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toute la réglementation de droit social en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché. ;
- Au règlement intérieur de l'Organisme bénéficiaire, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par les agents de la CPAM de l'Ain ;
- Aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux des différents sites.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'être complétée par l'Organisme en cours d'exécution du marché, sans incidence sur le présent marché.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un personnel, le Titulaire doit être en mesure de désigner à tout instant un autre intervenant, de compétence équivalente pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire devra immédiatement en aviser les interlocuteurs désignés au sein de la CPAM par tout moyen, y compris de manière électronique.

Le non-respect de cette clause pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 28 du présent CCAP.

5.2 Sous-traitance

5.2.1 Présentation d'un sous-traitant :

Le Titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

5.2.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :

Conformément et à titre de précision de l'article 3.6 du CCAG-FCS, Le Titulaire doit préalablement à tout commencement d'exécution obtenir de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses

conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'Acheteur et par le Titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

Quelle qu'en soit la forme, la demande d'acceptation doit contenir à minima :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le Titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le Titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'Acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché pour faute du Titulaire, selon les modalités prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Dans tous les cas, le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'Organisme des prestations sous-traitées.

En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est reconduite dans les mêmes conditions que celles prévues initialement.

5.2.3 Paiement direct des sous-traitants :

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'Acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

5.3 Groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article 3.5 du CCAG-FCS, le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'Acheteur, pour l'exécution du marché.

Il est précisé qu'en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'Acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement ou de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, la CPAM de l'Ain procèdera à la modification prévue par l'article 20.1.5 du présent CCAP.

Il est précisé que la défaillance mentionnée ci-dessus pourra notamment être entendue comme résultant d'une exécution incomplète ou incorrecte des prestations conformément aux stipulations contractuelles.

ARTICLE 6. PRIX DES PRESTATIONS

Le prix forfaitaire correspond à l'exécution de prestations systématiques, telles que détaillées dans le CCTP et ses annexes.

Ils sont fermes et non révisables, pour la durée initiale du marché. Pour les années suivantes, ils seront révisés selon les modalités prévues dans le présent CCAP.

6.1 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

De telle sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

6.2 Révision des prix

6.2.1 Modalités de variation des prix :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, le prix forfaitaire initial est ferme la première année puis révisable à la hausse comme à la baisse annuellement, à chaque date d'anniversaire du marché (date de prise d'effet du marché, soit le 1^{er} mars 2026) par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times I_n / I_o$$

P = Prix révisé hors TVA.

P_o = Prix hors TVA de l'année précédente.

I_n = Valeur du dernier indice INSEE Identifiant 010766545 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage) connu et publié sur le site <http://www.insee.fr>, à la date anniversaire du marché.

I_o = Valeur de l'indice INSEE Identifiant 010766545 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage) connu au 1^{er} mars 2026.

Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'Organisme bénéficiaire concerné, à chaque date anniversaire, le nouveau prix révisé accompagné du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à son établissement.

L'Organisme vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur facture qu'après validation de la CPAM de l'Ain. En cas de désaccord persistant, les parties devront trouver un accord par voie amiable, dans la limite des dispositions de la clause butoir de l'article 6.2.3 du présent document.

Le prix révisé sera alors ferme pour une nouvelle année, et reste fixe entre chaque révision, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Le prix révisé ne sera applicable qu'aux prestations réalisées après la date effective de révision, c'est-à-dire la date de validation du prix révisé par la CPAM de l'Ain.

Il ne sera pas nécessaire de conclure un avenant.

Il est précisé qu'en cas de changement par l'INSEE (ou un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au Titulaire par le pouvoir adjudicateur. Le Titulaire disposera d'un délai de 10 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

6.2.2 Arrondis du calcul :

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à deux décimales.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur.

Le prix ainsi révisé sera ferme et invariable pendant la période de validité concernée.

6.2.3 Clause butoir :

La révision annuelle du prix ne pourra engendrer une augmentation supérieure à 5% du montant total de chaque lot, par année d'exécution ou par année de reconduction du marché.

Dans le cas où la révision annuelle devrait être supérieure, le marché resterait exécutable par le Titulaire s'il le souhaite, avec l'application de ce taux plafond de révision maximal afin d'éviter toute rupture de service pour la CPAM de l'Ain.

6.2.4 Clause de sauvegarde :

La CPAM de l'Ain se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché pour la partie non exécutée des prestations à la date de changement de prix lorsque l'augmentation prévue est supérieure à 5% du montant total de chaque lot, conformément à l'article précité² du présent CCAP.

ARTICLE 7. AVANCE

Une avance peut être accordée selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Conformément à l'article 11 du CCAG-FCS, en cas d'avance, l'option A sera retenue.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.³

ARTICLE 8. DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours calendaires**. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'Acheteur⁴.

Les prestations forfaitaires seront réglées mensuellement à terme échu sur présentation d'une facture conforme aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP.

Il est acté que la CPAM de l'Ain ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement et son annexe financière, du fait de modifications propres au Titulaire et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 9. FACTURATION

Le Titulaire présentera mensuellement une facture détaillée, par site, établie en un seul exemplaire et libellée à destination des Services Généraux de la CPAM de l'Ain.

² Il est ici question de la clause butoir, article 6.2.3 du présent CCAP.

³ Le refus du versement de l'avance est précisé pour chaque lot dans l'Acte d'Engagement.

⁴ Seule une demande de paiement conforme aux dispositions de l'article 9 du présent document sera prise en compte dans le calcul du départ du délai global de paiement. En cas de facture incomplète ou erronée, le départ du délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture dûment rectifiée.

La transmission des factures sera effectuée sous un **format électronique**, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique.

Les Titulaires sont dans **l'obligation** d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro** mis gratuitement à leur disposition.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le Titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur: Nom : CPAM DE L'AIN (Pas de n° de service) N° d'engagement : S2-2025 SIRET : 779 311 182 00017

En application de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter certaines mentions légales.

Outre les mentions légales, les factures devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du Titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- L'identification du site concerné ainsi que son numéro de lot ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture ;
- La date d'exécution des prestations et le détail des prestations effectuées en distinguant le tarif lié aux prestations de nettoyage et celui lié à l'approvisionnement en produits ;
- Le montant HT, le taux et le montant de la TVA, le montant TTC des prestations réalisées.

En cas de réception d'une facture ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessus ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro ou par mail et l'invitera à lui adresser une facture dûment rectifiée.

ARTICLE 10. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Conformément à l'article 4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire et ses sous-traitants pourront présenter une cession ou un nantissement de créance.

Ils devront au quel cas apporter toutes les justifications correspondantes nécessaires.

ARTICLE 11. ETAT DES LIEUX ET LOCAUX MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

11.1 Etat des lieux

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Dans les 15 jours suivant la date de commencement d'exécution des prestations, le Titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées au procès-verbal seront prises en compte.

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

11.2 Locaux mis à disposition du Titulaire

Un accord concernant la fourniture et l'utilisation d'un local mis à disposition du personnel du Titulaire conformément à la réglementation du travail en vigueur sera établi entre la CPAM de l'Ain et le Titulaire à la notification du marché.

Le Titulaire prendra les locaux dans l'état ou ils lui seront remis par la CPAM de l'Ain, tel qu'établi dans le procès-verbal de l'état des lieux.

Le Titulaire peut, s'il le juge utile, proposer à la CPAM l'adjonction, à ses frais, de tout aménagement complémentaire. Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit de la CPAM sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

Toutes les précautions doivent être prises pour que les meubles, immeubles, aménagements et machines ne soient pas altérés par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des sols. Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux qui ne sont pas liés aux prestations de nettoyage.

ARTICLE 12. COMPETENCES DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- A veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- A maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

ARTICLE 13. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacement) et demeurent placés sous son autorité, même si les interventions sont exécutées sur les sites de l'Organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

Le Titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité au travail, tant générales que particulières ; il est également tenu d'assurer la formation continue de celui-ci.

13.1 Discipline

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité, propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du Titulaire :

- De prendre des repas ou tout aliment à l'intérieur des locaux ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De manquer de respect aux usagers et au personnel de la CPAM de l'Ain ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise ;
- De pénétrer sur le site sans badge ;
- De fumer.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par l'Organisme à tout moment en cours d'exécution, sans incidence sur le présent marché.

13.2 Vêtements de travail

Le Titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection.

En outre, tout le personnel du Titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il n'est pas muni de son insigne ou s'il présente une tenue négligée ou inappropriée à l'exécution de ses tâches.

13.3 Mise à disposition d'un badge d'accès

En fonction du besoin, des badges d'accès seront remis au personnel du Titulaire dans le cadre de leur prestation de nettoyage des locaux de la CPAM de l'Ain. En cas de perte d'un badge d'accès, il sera facturé au Titulaire son coût réel de remplacement, sur production d'une facture par la CPAM de l'Ain.

ARTICLE 14. OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations qui font l'objet du présent marché. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention des résultats définis dans le CCTP et reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pour ce faire, il lui appartient de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de façon conforme aux stipulations du présent marché. En cas de non-conformité des prestations constatée par l'Organisme, ce dernier se réserve la possibilité de demander au Titulaire de rectifier la ou les prestation(s) non-conforme(s), gratuitement et sans augmentation des montants, dans un délai défini par l'Organisme. Cette rectification des prestations ne saurait se confondre avec une exécution aux frais et risques du Titulaire.

Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché. Les moyens et modalités décrits dans les documents du marché pour obtenir la qualité requise ne sont constitutifs, pour le Titulaire, que d'un engagement minimum ; le marché étant soumis à une obligation de résultat.

Au titre de cette obligation, le Titulaire s'engage à assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux concernés par le présent marché, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP.

ARTICLE 15. OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandation et de mise en garde de l'Organisme relativement à l'ensemble des prestations du marché.

Ce devoir de conseil est formel et fondé, au besoin, sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 16. OBLIGATION D'INFORMATION

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Organisme bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

ARTICLE 17. FOURNITURES – CONSOMMABLES ET OUTILLAGE

Les consommables sont pris en charge par le Titulaire.

La CPAM prend en charge les fluides suivants : électricité et eau de ville. Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité l'outillage nécessaire, courant ou spécialisé. Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à la CPAM qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché. Si de l'outillage et des matériels appartenant à la CPAM étaient prêtés au Titulaire, ce dernier les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 18. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES, SECURITE ET SANTE

Le marché inclut dans le cadre de sa notation une considération environnementale en prenant en compte la démarche du candidat en terme de développement durable.⁵

Conformément à l'article 7.1 du CCAG-FCS, le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

Conformément à l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'Acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

Le Titulaire sera également chargé de l'évacuation de l'ensemble des déchets par filière de tri créés lors de l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché, reconductions éventuelles comprises.

A ce titre, il est tenu de produire à la demande de l'Acheteur tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires. Une attention particulière sera portée sur les déchets relatif aux activités médicales de l'Organisme. Le Titulaire s'engage également à remplir, pendant toute la durée du marché, reconductions comprises, l'annexe 5 du CCTP précisant le relevé des déchets par filière de tri.

⁵ Le détail de la notation ainsi que la pondération des critères est visible dans le Règlement de Consultation (RC).

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, doivent être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Il est précisé que la CPAM de l'Ain a mis en place de nouveaux dispositifs de récupération des déchets par filière de tri qui limitent l'apparition de troubles musculo-squelettiques (TMS) pour le personnel de nettoyage des locaux de Bourg-en-Bresse. Dans la continuité de cette démarche, la CPAM de l'Ain incite le Titulaire à fournir à son personnel un matériel de nettoyage ergonomique, et notamment un charriot de lavage qui limite les contraintes posturales.

Le Titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

ARTICLE 19. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de conditions de travail et de sécurité durant l'exécution du marché.

Conformément à l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

Les sites de Bourg-en-Bresse et de Bellegarde nécessitent l'utilisation de nacelles dans le cadre du nettoyage de la vitrerie. Le Titulaire prend toutes les mesures de sécurité afférentes pour son personnel.

ARTICLE 20. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

Les éventuelles modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 et L.2194-1 et L.2194-2, ainsi que les dispositions des articles L.2194-1 et L.2194-2 du Code de la commande publique.

20.1 Modifications éventuelles :

En application des articles précités, il est précisé que le marché pourra faire l'objet, en cours d'exécution, de modifications, notamment en cas de :

20.1.1 Suspension des prestations :

La CPAM de l'Ain se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées, notamment en cas de fermeture temporaire d'un site, par exemple suite à des travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur devra informer le Titulaire dans un délai minimum de 30 jours calendaires, avant la date de la fermeture temporaire du site.

Cet écrit explicitera :

- Le motif de la suspension ;
- Les prestations qui seront suspendues ;
- La période de suspension (dates de début et de fin) ;
- Le montant des prestations correspondantes issues de la DPGF, à déduire du prix forfaitaire.

La suspension des prestations programmées sera formalisée par un avenant au contrat.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par la CPAM de l'Ain.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée, quelle que soit la durée de la suspension.

20.1.2 Modification des prestations :

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, la CPAM de l'Ain se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues au marché suite à des travaux réalisés dans les locaux et/ou en cas de changement d'affectation de ses locaux.

Les modifications susceptibles d'être concernées sont :

- La fréquence hebdomadaire de passage ;
- Le changement de revêtement de sol ;
- Le changement de zonage ;
- La modification de la surface de sols et de vitres à nettoyer ;
- La modification du besoin ou non d'avoir recours à une nacelle sur certains sites.

- **Modification de la fréquence hebdomadaire de passage :**

En cas de modification relative à la fréquence de passage, les parties conviennent de se rencontrer afin de trouver un accord quant à la modification du prix forfaitaire. En cas de désaccord persistant entre les parties, le marché sera résilié selon les modalités prévues à l'article 29 du présent document. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

- **Changement de revêtement de sol :**

Les modifications relatives au changement de revêtement de sol sont sans conséquence sur le présent marché et n'ont pas à faire l'objet d'un avenant.

- **Changement de zonage :**

Les modifications relatives au changement de zonage sont sans conséquence sur le présent marché et n'ont pas à faire l'objet d'un avenant.

- **Modification de la surface des sols et des vitres à nettoyer :**

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications de surface à nettoyer (sols et/ou vitres) représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5% sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire. Ces modifications n'auront pas à faire l'objet d'un avenant.

En cas de modification de surface à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins (sols et/ou vitres) supérieure à 5%, les parties conviennent de se rencontrer afin de trouver un accord quant à la modification du prix forfaitaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant. En cas de désaccord persistant entre les parties, le marché sera résilié selon les modalités prévues à l'article 29 du présent document.

Il est précisé que le personnel du service médical a été intégré aux effectifs du personnel de la CPAM de l'Ain le 01 octobre 2025. Les surfaces à nettoyer sont susceptibles d'être modifiées en conséquence en cours d'exécution du marché.

- **Modification du besoin ou non de recourir à une nacelle sur certains sites :**

En cas de modification du besoin ou non de recourir à une nacelle sur certains sites, les parties conviennent de se rencontrer afin de trouver un accord quant à la modification du prix forfaitaire. En cas de désaccord persistant entre les parties, le marché sera résilié selon les modalités prévues à l'article 29 du présent document. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

20.1.3 Modifications de faible montant :

En tout état de cause, conformément à l'article R.2194-8 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services.

20.1.4 Evolution de la réglementation :

Afin d'adapter les prestations aux évolutions réglementaires, le présent marché pourra faire l'objet de modifications pour la prise en compte de ces évolutions. La CPAM de l'Ain procédera alors à la contractualisation de ces évolutions par le biais d'un avenant.

20.1.5 Modification du groupement momentané d'entreprises en cours d'exécution du marché :

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par

l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement conjoint autre que le mandataire, la CPAM de l'Ain se réserve la possibilité de résilier partiellement pour faute le marché en procédant à l'éviction du seul membre du groupement défaillant, après une mise en demeure restée infructueuse. Dans ce cas, il conviendra de procéder à la conclusion d'un avenant afin d'organiser la poursuite de l'exécution du marché dans le cadre d'un groupement réduit. Le mandataire du groupement devra procéder, à ses frais et sans répercussion pour la CPAM, au remplacement du membre du groupement défaillant. Pour se faire, il fera appel à un sous-traitant, dont les modalités de la sous-traitance respecteront les dispositions prévues par l'intégralité des articles du CCAG-FCS relatifs à la sous-traitance.

Si l'un des membres du groupement restreint ne souhaite pas poursuivre l'exécution du contrat selon ces nouvelles conditions à contractualiser par voie d'avenant, le pouvoir adjudicateur procède à la résiliation de la totalité du marché. Il est précisé que la défaillance mentionnée ci-dessus pourra notamment être entendue comme résultant d'une exécution incomplète ou incorrecte des prestations conformément aux stipulations contractuelles.

Une telle modification du groupement en cours d'exécution du marché, telle que prévue dans les termes du marché initial, respecte les conditions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du CCP, sans altérer la nature globale du contrat.

ARTICLE 21. ARTICULATION ENTRE PLUSIEURS LOTS

En cas de pluralité de prestataires, chaque prestataire s'engage à collaborer avec les Titulaires des autres lots. Quand une intervention sur une installation nécessite la collaboration de plusieurs Titulaires de lots différents, l'entreprise qui a besoin du concours d'un autre prestataire pour mener à bien son intervention prendra contact avec les autres Titulaires concernés et en informera l'Organisme.

ARTICLE 22. DELAIS D'EXECUTION

En cas d'irrespect des délais d'exécution, l'Organisme pourra procéder à une exécution aux frais et risques sans résiliation préalable du marché des prestations à exécuter, après une mise en demeure restée infructueuse, selon les conditions prévues à l'article 29.1 du présent CCAP.

PARTIE 5. VERIFICATION DE L'EXECUTION – ASSURANCES ET REPARATION DES DOMMAGES

ARTICLE 23. OPERATIONS DE VERIFICATION DE L'EXECUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, les modalités de contrôle sont définies par la CPAM de l'Ain et sont détaillées dans le CCTP et ses annexes.

Des opérations de vérification de la qualité des prestations seront diligentées à tout instant en cours d'exécution du présent marché par la CPAM de l'Ain. Le représentant du Titulaire est tenu d'y assister, sur convocation par courriel. Ces contrôles seront réalisés sur les horaires de présence des agents de la CPAM de l'Ain. Chaque constat sera établi à partir de la fiche de contrôle annexée au CCTP.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque la CPAM de l'Ain estime que les prestations de nettoyage ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentant des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Des réfections seront appliquées sans mise en demeure préalable selon les anomalies portées sur la fiche de contrôle renseignée lors de la visite contradictoire et dès lors que le Titulaire aura formulé ses éventuelles observations.

Lorsque la CPAM de l'Ain estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de rejet ne peuvent être prises qu'après que le Titulaire ou son représentant ait été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau les prestations de nettoyage, dans un délai déterminé par l'Organisme, qui deviendra contractuel dès sa notification au Titulaire. Le Titulaire devra prendre contact avec le représentant de l'Organisme, dès la décision de rejet prononcée, afin de prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état.

ARTICLE 24. ASSURANCES

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels, déclarent qu'ils ont souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages (tant corporels que matériels ou immatériels), et s'engagent à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement la CPAM de l'Ain de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations ; à l'égard des Acheteurs et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la CPAM de l'Ain.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire produit cette attestation, dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande de l'Acheteur.

L'attestation d'assurance devra être impérativement, complétée, datée et signée par la compagnie d'assurance du candidat. Celle-ci indiquera à minima :

- L'identité de la compagnie d'assurance ;
- Les numéros de police ;
- La date d'effet, période de validité ;
- Les montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus ;

-Les activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est Titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

Remarque : Les attestations réalisées par des courtiers ne sont pas recevables.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager la CPAM de l'Ain ou toute autre victime à ses frais pour les dommages dont l'origine à dire d'expert est notoirement identifiée de sa responsabilité.

En cas de couverture insuffisante, l'Organisme se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

Le Titulaire doit prévenir l'Organisme de toute modification dans ses polices d'assurance dans un délai maximum d'**un mois** à compter de la date de la modification.

ARTICLE 25. REPARATION DES DOMMAGES

Conformément à l'article 8.1 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de la CPAM de l'Ain du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

PARTIE 6. CONFIDENTIALITE - DONNEES PERSONNELLES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 26. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

26.1 Protection des données à caractère personnel :

Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD) ainsi que le règlement UE 2032/2854, connu sous le nom de "Data Act".

Le Titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

Conformément à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

26.2 Obligation de confidentialité :

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire s'engage à respecter son obligation de confidentialité pendant toute la durée des négociations ainsi que pendant toute la durée d'exécution du présent marché, reconductions comprises. Le Titulaire informe également ses sous-traitants ainsi que tout son personnel d'intervention de l'obligation qui leur est faite de se soumettre à la disposition précitée.

Pour rappel, au sens de l'article 5.1.2 du CCAG-FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont l'Acheteur est propriétaire ou Titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'Acheteur. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire s'engage également à respecter l'engagement de confidentialité (Annexe 2 du présent CCAP), qu'il aura au préalable fait connaître à l'ensemble de son personnel intervenant sur les différents sites.

26.3 Mesures de sécurité :

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'oeuvre. La qualification de tout personnel intervenant sur les sites doit pouvoir être vérifiée par l'Organisme. Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis:

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail;
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le Titulaire se verra remettre un livret de sécurité sur l'Organisme, annexé au présent CCAP⁶. Il devra le porter à la connaissance de tout son personnel intervenant pour **tous les sites de la CPAM de l'Ain.**

Le Titulaire s'engage à respecter les consignes du livret de sécurité.

⁶ Annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 27. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG-FCS, le Titulaire accorde à l'Acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 28. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Toutes les pénalités mentionnées ci-après sont applicables sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités mentionnées ci-après sont cumulables.

Le nombre de jours de retard est calculé en jours calendaires. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

28.1 Pénalité pour report non justifié d'une opération de nettoyage

Pour tout report non justifié d'une opération de nettoyage : 40 euros HT par jour calendaire de report, à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel.

Indépendamment des pénalités applicables pour report non justifié d'une opération de nettoyage de la part du Titulaire, la CPAM de l'Ain se réserve le droit de pourvoir à une exécution sans résiliation préalable aux frais et risques du Titulaire jusqu'à sa reprise des opérations de nettoyage de manière conforme aux stipulations contractuelles.

28.2 Pénalité pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de ce marché est égal à 500 euros HT par manquement constaté.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en l'application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

28.3 Pénalité en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En application de l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros HT par manquement constaté.

28.4 Pénalité en cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances

En cas de non-production des attestations d'assurance précitées, ou de défaut d'information à l'Organisme, le Titulaire encourt une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire de retard, à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel.

28.5 Pénalité en cas de non remise de la liste nominative du personnel et/ou d'actualisation de celle-ci

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par jour calendaire de retard à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel.

28.6 Pénalité en cas d'absence de réapprovisionnement des consommables sanitaires

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par manquement constaté.

28.7 Pénalité en cas de non-respect des dispositions relatives à l'utilisation de produits consommables de qualité écologique

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par manquement constaté.

28.8 Pénalité en cas de non-respect des circuits de recyclage et tri sélectif mis en place par l'Organisme sur chaque site

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par manquement constaté.

28.9 Pénalité en cas de non-respect du port d'un vêtement de travail

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par manquement constaté.

28.10 Pénalité en cas d'absence du prestataire

En cas d'absence du prestataire :

- A une réunion périodique de suivi ;
- Lors de l'accompagnement d'un prestataire extérieur dans le cadre du remplacement des distributeurs ;
- Lors de toute livraison relative à l'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution de la prestation.

Le Titulaire encourt une pénalité de 80 euros HT par absence constatée.

28.11 Pénalité en cas d'absence de signalisation ou en cas de non-respect de toute autre mesure liée à la discipline et à la sécurité

Cette pénalité s'élève à 40 euros HT par manquement constaté.

ARTICLE 29. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION DU MARCHE

29.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire sans résiliation préalable :

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

29.2 Résiliation pour faute du Titulaire :

Conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas qui y sont mentionnés.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par la CPAM de l'Ain, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse ne prétendre à une indemnité.

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, la CPAM de l'Ain exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre du marché.

En outre, l'Acheteur pourra résilier le marché, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le CCTP, par décision de l'Acheteur, avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure préalable.

29.3 Résiliation en cas d'évènements extérieurs au marché :

La résiliation du marché peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire).

Ces circonstances n'ouvrent pas le droit à une indemnité.

29.4 Résiliation en cas de difficultés d'exécution du marché :

En application de l'article 40.1 du CCAG-FCS, la CPAM de l'Ain peut prononcer la résiliation du marché en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut également être prononcée par la CPAM de l'Ain si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation.

Elle n'ouvre le droit à aucune indemnité.

29.5 Résiliation pour motif d'intérêt général :

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois. Cette résiliation ouvre le droit à l'indemnisation prévue à l'article 42 du CCAG-FCS pour le Titulaire.

29.6 Résiliation en cas d'irrespect de la clause butoir :

La CPAM de l'Ain se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire dans le cas où le prix proposé par le Titulaire ne satisfait pas à la clause butoir⁷.

ARTICLE 30. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

La CPAM de l'Ain privilégie le règlement amiable des différends, notamment en cas de différend relatif à l'interprétation des dispositions du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Judiciaire de Bourg-en-Bresse
32, Avenue Alsace Lorraine, CS 30306
01000 Bourg-en-Bresse
Tél. : 04 26 37 73 00
Email : accueil-bourg-en-bresse@justice.fr

⁷ La clause butoir est mentionnée dans la Partie 3 « Prix et modalités de paiement » du présent document.

Pour rappel, les contrats dont l'objet est de fournir une prestation de services à titre onéreux souscrits par les organismes de sécurité sociale sont considérés comme des **marchés publics de droit privé** au sens de l'article L.124-4 du Code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale. Par conséquent, les litiges relatifs à ces marchés relèvent de la compétence du juge judiciaire.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

- Il est dérogé à l'article 10.2.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 10.2.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

LIVRET DE SÉCURITÉ DU PRESTATAIRE CPAM de l'Ain

Sécurité du système d'information

Votre société s'est engagée par contrat à faire respecter par ses salariés et sous-traitants les consignes de sécurité et les clauses de confidentialité applicables dans notre organisme.

Avant de démarrer votre prestation, vous devez en prendre connaissance.

SOMMAIRE

- ❶ Introduction
- ❷ L'accès aux sites
- ❸ L'accès aux locaux
- ❹ L'accès aux locaux sensibles
- ❺ Les clauses de confidentialité
- ❻ Les dispositions générales de sécurité
- ❼ La restitution des biens
- ❽ La prise en compte des principes de protection des données
- ❾ Les contacts

1. Introduction

Ce livret fait référence à la Politique de Sécurité du Système d'Information de la CPAM de L'Ain déclinée de la PSSI-MCAS de l'Assurance Maladie.

Avant de démarrer votre prestation, **vous devez en prendre connaissance.**

Toutes informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du MSSI/RSSI (cf. rubrique contact).

2. L'accès aux sites

Tout accès au(x) site(s) de la CPAM de L'Ain doit répondre à :

- Une demande d'intervention ponctuelle

ou

- Une intervention programmée

Sans demande ou programmation émanant des services de l'organisme **aucun intervenant ne sera autorisé à accéder au(x) site(s).**

3. L'accès aux locaux

Prestataire sans badge d'accès

L'accès se fait par l'entrée "public"

(le prestataire a été annoncé à l'avance via le registre des visiteurs). Le prestataire est accompagné pendant sa durée d'intervention.

Le prestataire s'adresse à un animateur de salle qui contactera les Services Généraux.

Si l'intervention nécessite des entrées et sorties des locaux, un badge d'accès sera remis par les Services Généraux qui sera à rendre impérativement à la fin de l'intervention.

Prestataire avec badge d'accès

L'accès s'effectue par l'entrée du " personnel ".

Les heures d'arrivée et de sortie sont enregistrées dans une main courante : Le registre des visiteurs et/ou dans le logiciel de contrôle d'accès.

Les prestataires ont l'obligation de porter leur badge en évidence durant toute la durée de l'intervention.

4. L'accès aux locaux sensibles

Le prestataire **ne peut être laissé seul durant son intervention dans des locaux sensibles.**

5. Les clauses de confidentialité

Nous vous rappelons que votre société s'est engagée à respecter les clauses de confidentialité énoncées au contrat conclu avec notre organisme.

Votre société s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

Considérer comme strictement confidentiel, et s'interdire de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourrait avoir connaissance

Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés

Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations

Prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités.

Notre organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

6. Les dispositions générales de sécurité

Les intervenants sont informés des exigences de sécurité applicables au travers de l'affichage des consignes de sécurité présent à chaque étage, et par l'accompagnant, notamment lorsque l'intervenant doit accéder à des locaux sensibles.

Les travaux dangereux devront être effectués en application des mesures inscrites dans le plan de prévention.

Un permis de feu devra être présenté pour les travaux produisant des flammes ou de la chaleur.

Dans des cas bien précis définis par le service logistique, vous pouvez être amené à signer des documents complémentaires.

7. La restitution des biens

En fin de marché, **les matériels confiés** par l'organisme dans le cadre du marché (clés, badges, etc., ...) **devront être rendus.**

8. La prise en compte des principes de protection des données

En cas de manipulation de traitement de données personnelles pour notre compte, vous devez respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de documentation afin de répondre aux exigences du Règlement européen (RGPD).

9. Les contacts

En cas de question ou d'incident, contacter :

Le service Gestion des Ressources Humaines : Uniquement pour les prestations de formations

04 74 45 85 41 ou 04 74 45 85 19

Le service Ressources immobilières et logistiques :

04-74-45-35-31

Le service Informatique :

04-74-45-85-13

Manager de la sécurité du système d'information (MSSI)

06 64 38 67 36

Vous êtes maintenant prêt à exercer votre prestation au sein de notre organisme en respectant la Sécurité du Système d'Information.

Nous nous réservons le **droit de procéder à toute vérification** permettant de s'assurer du respect de vos obligations.

